

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Les députés renouvellent leur confiance à Julien Nkoghe Bekale

C'EST à la majorité écrasante, soit 84,67 % des suffrages exprimés, que les députés ont de nouveau accordé leur confiance au Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, hier à leur siège provisoire.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Sans surprise, le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale vient de passer haut la main son "grand oral" à l'Assemblée nationale. Sa déclaration de politique générale est passée comme une lettre à la poste. En effet, sur les 137 votants, 116 ont voté pour, 20 députés ont balayé d'un revers de la main ladite déclaration et un membre de la première chambre s'est abstenu. Avant cette étape cruciale, le député Bernabé Ndoumou a procédé à l'appel des députés. Objectif: vérifiez que le quorum, condition sine qua non pour la suite de la séance plénière, était atteint.

Le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi a, par la suite, invité l'hôte du jour à se rapprocher du pupitre pour sa déclaration de politique générale. Un exercice auquel il s'adonne

pour la deuxième fois en dix mois. D'entrée, Julien Nkoghe Bekale a remercié le président de la République pour sa reconduction, avant de saluer l'idéale collaboration entre le gouvernement et l'Assemblée Nationale. Face aux parlementaires, le Premier ministre a fait montre de franchise: "En me présentant devant vous, pour solliciter à nouveau votre confiance, j'ai le devoir républicain de vous tenir le langage de la vérité. Ces derniers mois, en effet, il s'est élevé des appels et des plaintes de plus en plus récurrents, émanant de nos compatriotes, pour exprimer des inquiétudes, des attentes fortes et pressantes, touchant à tous les domaines de nos vies quotidiennes. Ces attentes ont trait, pour l'essentiel et sans être exhaustif, à l'état de nos routes et voiries urbaines, à l'insalubrité de nos villes, à la qualité de nos prises en charge dans les

hôpitaux, à la situation de notre système scolaire et de formation, à l'employabilité de nos jeunes, à la situation de nos retraités, à notre déficit d'exemplarité, à l'image que nous renvoyons à l'opinion publique", a-t-il reconnu sans ambages.

Avant d'ajouter: "(...) Beaucoup reste à faire pour construire la société gabonaise que nous voulons en ce XXIe siècle. Beaucoup reste à faire pour relancer et consolider notre croissance, de manière à ce qu'elle soit plus inclusive. Et j'ai bien conscience que l'énumération des points négatifs ne règle pas tous les problèmes. Nous nous devons d'être offensifs, résolument offensifs, pour parvenir à leur résolution. Dans cette optique, le gouvernement que j'ai l'honneur de diriger a été instruit par le président de la République, chef de l'État, de satisfaire aux attentes et aux aspirations légitimes de



Le Premier ministre, chef du gouvernement Julien Nkoghe Bekale pro

nos compatriotes, notamment en ce qui concerne leurs besoins primaires".

Après cette analyse non complaisante des préoccupations des Gabonais, Julien Nkoghe Bekale a annoncé à son "jury" que son gouvernement compte redresser la barque en mettant en branle le plan d'actions prioritaires dé-

créé par le chef de l'État. Lequel plan doit être déroulé à très court terme et se chiffre à 349 milliards de FCFA.

Après son exposé, Julien Nkoghe Bekale a été soumis aux questions et autres remarques de son auditoire, via les présidents des groupes parlementaires. Une étape plutôt houleuse, du moins

Moins de démagogie !

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

NE nous leurrions pas ! Difficile de croire que la confiance qui a été accordée, hier, au Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, par les Représentants du peuple, à l'issue de sa Déclaration de politique générale, soit la résultante des actions initiées par ses précédentes équipes. D'autant que tous les députés, qui se sont exprimés, au nom de leur groupe parlementaire ou comme non inscrits, ont été quasi unanimes sur ce point: les gouvernements successifs de Julien Nkoghe Be-

kale n'ont guère été à la hauteur des attentes des populations. Tant ils ont le sentiment qu'ils réagissaient après coup, faute d'anticipation, d'imagination et de politique préventive à la survenue de catastrophes naturelles, la détérioration du réseau routier, l'insécurité galopante, etc.

En réalité, les lauriers qu'il a semblé tresser à ses précédentes équipes ne sont que le résultat de l'implication, de l'action et de la vision du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Lequel, reconnaissons-le, face à la détérioration de l'économie nationale, il y a quelque temps, avait pris des mesures fortes et courageuses,

à travers le Plan de relance de l'économie (PRE), en instruisant le gouvernement de les mettre en œuvre. Résultat: l'embellie est de retour et les institutions financières internationales font de nouveau confiance à notre pays. De même, au regard de l'inertie du gouvernement, les task force sur l'Éducation et la Santé ne sont que les réponses du président de la République face aux récriminations constantes et persistantes de ses concitoyens face à la dégradation de nos systèmes éducatif et sanitaire.

Tout ceci pour signifier que, même si le chef de l'État fixe le cap en déterminant la politique



générale de la Nation, on n'en attend pas moins d'un gouvernement qu'il soit réactif, créatif et imaginatif face aux besoins pres-

sants et latents de la population. Car, après tout, il est d'abord censé contribuer au bien-être collectif.



Précédant à sa déclaration de politique générale.

si l'on s'en tient aux interventions d'Albertine Maganga Moussavou, qui est revenue sur l'opération anti-corruption baptisée "Scorpion". Une opération qui a révélé un vaste réseau de prédation économique.

Idem pour le président du groupe du parti "Les Démocrates", qui a renchéri dans ce sens.

Reprenant la parole, le chef du gouvernement a joué la carte de l'humilité, non sans demander aux députés de lui accorder de nouveau leur confiance.

Le vote à bulletin secret s'est ensuite déroulé en toute transparence. Avant de lever la séance plénière, le président de l'Assemblée nationale a prodigué des

conseils au Premier ministre. Faustin Boukoubi l'a exhorté à œuvrer quotidiennement à la sacralisation de la parole du président de la République. "Ils, (les députés, ndlr) vous exhortent à ne pas faire mentir le chef de l'État. Veillez à appliquer les instructions qu'il vous donne", a-t-il conclu.

Pas de chèque en blanc

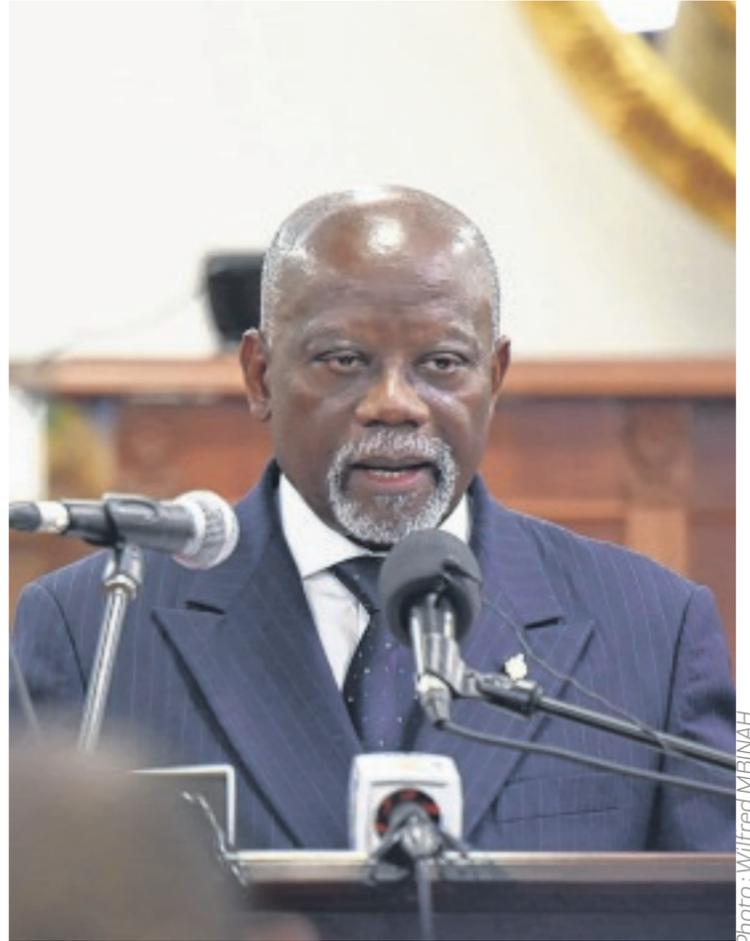


Photo: Wilfred MBINAH

ADA METOULE Martina
Libreville/Gabon

MÊME si le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a réussi à obtenir la confiance des membres de la Représentation nationale, hier, lors de sa Déclaration de politique générale, il reste tout de même que les porte-voix des différents groupes parlementaires présents à l'Assemblée nationale ont donné les raisons de leur vote. Devant le chef du gouvernement, les membres de son équipe et le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, ils ont dressé un tableau de faits qui ont influencé leurs choix respectifs.

Sans surprise, le groupe du Parti démocratique gabonais (PDG), représenté par son président, Martin Mabala, a naturellement accordé sa confiance au chef de l'administration gabonaise.

Un vote positif, qui n'a pas empêché le parti au pouvoir, de relever quelques manquements dans l'action gouvernementale conduite par Julien Nkoghe Bekale depuis près de dix mois. Aussi, a-t-il invité le Premier ministre à redoubler d'efforts pour l'atteinte des objectifs fixés.

Un vote positif, qui n'a pas empêché le parti au pouvoir, de relever quelques manquements dans l'action gouvernementale conduite par Julien Nkoghe Bekale depuis près de dix mois.

Les objectifs non atteints selon Séraphin Davin Akoure, président du groupe Les Démocrates (LD). Un avis également partagé par les non inscrits conduits par le député Jean-Robert Goulongana. Tous se sont accordés à dire que l'actuelle équipe gouvernementale ne "mérite pas" leur confiance. Ce d'autant plus que, à en croire les non-inscrits, plusieurs "scandales entourent", l'action de Julien Nkoghe Bekale. Notamment, "le kevaizingogate, les détournements de deniers publics mis à nu par l'opération anticorruption Scorpion, l'état détérioré du réseau routier", etc. De même que les LD ont confirmé leurs réserves contre "l'engagement que vous venez de prendre". En clair, bien que la confiance ait été accordée au gouvernement, les différents groupes parlementaires ont tous émis des réserves. Ils n'ont pas donné au gouvernement un chèque en blanc.

